

Titre II : Des certificats de navigabilité et des laissez-passer marocains

Chapitre IV : Validité et renouvellement des certificats de navigabilité et laissez-passer

Article 17 :

1.-Le certificat de navigabilité normal ou spécial ne doit être considéré en état de validité qu'autant que l'aéronef n'a subi depuis la délivrance de ce certificat aucune modification non approuvée, qu'il est resté, dans les limites d'utilisation prévues, en bon état de conservation et d'entretien et qu'il a reçu l'application de toute modification obligatoire. Cet état de validité est caractérisé par le symbole V.

La période normale de validité des certificats de navigabilité individuels normaux et spéciaux est fixée à six mois. Elle peut toutefois être portée à une valeur maximale d'un an dans les cas où l'état de l'aéronef et les procédures d'entretien appliquées sont jugées satisfaisantes par les autorités compétentes.

Cette période de validité peut être successivement renouvelée, pour une durée égale, après contrôle de l'aéronef par l'autorité compétente dans le cadre des règlements en vigueur à la date de délivrance du certificat de navigabilité normal ou spécial. Ce contrôle peut comporter, en particulier, des démontages et des mises à nu pour certains éléments.

La durée totale de validité des certificats de navigabilité peut être limitée à dix ans.

Passé ce délai, la validité du certificat de navigabilité normal ou spécial peut être suspendue et son renouvellement peut être subordonné à une vérification complète d'après les dernières conditions techniques de délivrance du certificat de navigabilité normal ou spécial en vigueur pour la catégorie à laquelle appartient l'aéronef.

2.-En plus du cas visé à l'article 10 où les services officiels estiment que l'aéronef ne satisfait pas aux conditions techniques requises, la validité du certificat de navigabilité normal ou spécial est automatiquement suspendue dans les quatre cas suivants (la situation de l'avion est alors caractérisée par le symbole R) :

- a) L'aéronef est employé dans des conditions non conformes à celles définies par son certificat de navigabilité et ses documents associés ;
- b) Un des éléments intéressant la sécurité de l'aéronef a subi une avarie grave ;
- c) L'aéronef a subi une modification non approuvée ou n'a pas subi une modification obligatoire ;
- d) L'aéronef n'a pas été entretenu conformément aux textes réglementaires fixant ses conditions techniques d'emploi.

La validité du certificat de navigabilité peut être rétablie dès que l'irrégularité a cessé, à moins que cette irrégularité ait pu compromettre de façon permanente la sécurité de l'aéronef. La vérification de l'aéronef est alors requise.

Article 18 : La validité du laissez-passer, qui est toujours limitée dans le temps, est précisée dans le texte du laissez-passer.

Elle ne peut en aucun cas dépasser la durée de validité des certificats de navigabilité individuels.

Dans tous les cas, le renouvellement et, éventuellement, la suspension du laissez-passer sont laissés à l'appréciation des services qualifiés.

Article 19 : Le directeur de l'air est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel.

Rabat, le 7 juin 1972.

Abdellatif Ghissassi.